



AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Appui à la gestion des
connaissances (AGC)
Département de la
Recherche
Direction de la Stratégie
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

DÉFIS MONDIAUX : TIC

- Des réseaux et des hommes : les Suds à l'heure des technologies de l'information et de la communication
- Le rapport eLEARNING AFRICA 2012
- Le téléphone mobile a-t-il créé une révolution en Afrique ?

GÉOGRAPHIES : Turquie

- Turquie : le déploiement stratégique
- Turquie, puissance régionale
- Gouvernance financière en Turquie : la longue marche

DÉBATS SUR L'AIDE

- Les enjeux du développement local en Afrique ou comment repenser la lutte contre la pauvreté
- *Investing in the Business of Development*
- L'UE maintient les budgets de l'aide au développement

A NE PAS MANQUER

- Economie politique de l'Afrique contemporaine Concepts, analyses, politiques
- L'envers de la course aux terres : la course aux investissements étrangers
- Disponible alimentaire et productivité agricole en Afrique subsaharienne

EDITO



Congrès international « Femme rurale partenaire au processus de développement »

du 08 au 10 mars 2013

Rabat (Maroc)



L'Union Nationale des Femmes du Maroc organise ce congrès international qui a pour objet de mettre l'accent sur les rôles multiples assurés par les femmes rurales au Maroc, à la fois mères de famille, génératrices de revenus et gestionnaires des ressources naturelles, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire.

Organisée sous forme de séance plénière, ainsi que de trois panels, cette rencontre prévoit de débattre sur les thèmes suivants : la revalorisation de la femme rurale pour un développement intégré ; la dynamisation des réseaux au profit de la femme rurale ; l'approche genre et sa contribution à la bonne gouvernance ; l'autonomisation des femmes rurales.

Ce congrès prévoit également une session internationale de « brainstorming » pour débattre sur la place de la femme rurale dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

agenda



@ IRD - Olivier Barrière

6-7 MARS 2013

9e Forum des Ministres du Développement social pour l'Amérique latine, UNESCO, Tegucigalpa (Honduras)

8 MARS 2013

Journée internationale de la femme

11-12 MARS 2013

Conférence institut de la BAsD/CTEI « L'avenir du système commercial international: Perspectives pour l'Asie », Genève (Suisse)

11-15 MARS 2013

Réunion de haut niveau sur les politiques nationales contre la sécheresse, OMM, CNULD, Genève (Suisse)

12-15 MARS 2013

1^{ère} Conférence Africaine des Forêts Modèles (CAFM): « Afrique Emergente - Gouvernance et changement, innovations et business social vert. Le futur c'est maintenant ! » PFBC, Yaoundé (Cameroun)

13-15 MARS 2013

Asia Water Week 2013, Asian Development Bank (ADB), Manille (Philippines)

21-23 MARS 2013

11^{èmes} journées de l'Association cotonnière Africaine, ACA, Lomé (Togo)

22 MARS 2013

Journée mondiale de l'eau

24 MARS 2013

Journée mondiale de lutte contre la tuberculose

23-25 MARS 2013

Rencontre internationale RADD « Pour la sauvegarde des oasis : terres et vies oasiennes au défi du changement climatique », UNCCD, PS-Eau, Djerba (Tunisie)

26-28 MARS 2013

Forum panafricain « L'Afrique : sources et ressources pour une culture de la paix », UNESCO, Luanda (Angola)

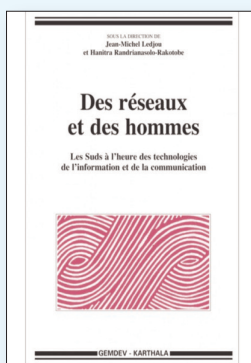
TIC

L'OUVRAGE

Des réseaux et des hommes : les Suds à l'heure des technologies de l'information et de la communication

LEDJOU, J.-M. / RANDRIANASOLO, H.,
KARTHALA, 2012, 427 p.
Cote O3.165

Depuis le milieu des années 1990, les technologies de l'information et de la communication (TIC) connaissent une croissance sans précédent. Cet essor, qui demeure inégal entre les différents pays, suscite de nombreuses réflexions autour de projets présentant les TIC comme un moyen de brûler les étapes du développement. Plus de 15 ans après l'ouverture des sociétés des pays en développement aux TIC, quel bilan d'étape peut-on dresser en termes d'acquis, d'entraves, d'échecs et de réajustements ? Quels sont les multiples changements que les TIC ont entraînés ? La réalité socio-économique des Suds est-elle en phase avec l'espoir que les communications mobiles et Internet ont suscité ? Quelles relations peut-on établir entre les pays ? Les TIC ont-elles réellement permis d'améliorer les conditions de vie ?



A LIRE ÉGALEMENT

Les Africaines et les TIC : enquête sur les technologies, la question de genre et autonomisation

WEBB, A. / BUSKENS, I., L'HARMATTAN,
2011, 258 p.
Cote O3.164



LE RAPPORT WEB

Le rapport eLEARNING AFRICA 2012

ELEARNING AFRICA, 2012, 56 p.

http://www.elearning-africa.com/pdf/report/ela_report_2012_fr.pdf

Au cours des sept dernières années, le monde du eLearning en Afrique s'est développé à pas de géant. Cela est évident lorsque l'on considère le nombre et la diversité des participants annuels aux conférences sur le eLearning en Afrique et le nombre croissant de programmes de eLearning, les initiatives de recherche et les organisations présentes sur le sol africain. En dépit des aperçus fournis par les enquêtes dédiées à eLearning Africa réalisées dans le passé, il n'y a jamais eu de vue d'ensemble des progrès constatés ni de l'évolution. L'objectif principal de ce rapport est de relayer les réflexions, les aspirations, les activités et les points de vue des parties prenantes tels que représentés au sein de ce réseau en pleine évolution, et ce de manière systématique et au fil du temps.

A LIRE ÉGALEMENT

The Transformational Use of Information and Communication Technologies in Africa

BANQUE MONDIALE, 2012, 164 p.
<http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2012/12/10/information-communication-technology-revolutionizing-development-africa>

L'ARTICLE

Le téléphone mobile a-t-il créé une révolution en Afrique ?

RABALLAND, G., ETUDES, 2012, n° 6, tome 416,
p. 739-748

L'Afrique connaîtrait-elle actuellement une révolution qui se diffuse par l'explosion du nombre de téléphones mobiles et de sa couverture ? La diffusion du téléphone mobile en Afrique et ses conséquences économiques, politiques et sociales restent encore peu étudiées et pourtant elles permettent un certain rattrapage de l'Afrique dans certains domaines.

A LIRE ÉGALEMENT

*Technologies de l'Information et de la Communication
Les Tic au service de l'éthique*

MARCHES TROPICAUX ET
MEDITERRANEENS,
2012, n° 3275-76, p. 5-16

Vous êtes un agent de l'AFD,
pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

Turquie

L'OUVRAGE

Turquie : Le déploiement stratégique

NAHAVANDI, F., BRUYLANT, 2012, 285 p.
Cote PTR.037

Au 17^e rang mondial en termes de PIB, avec une économie de plus en plus portée par le secteur industriel et les services – même si le secteur agricole conserve une place importante –, la Turquie est devenue un acteur important de la scène internationale et se revendique comme tel. Depuis quelques années, elle mène une nouvelle politique étrangère originale qui reflète le désir de se situer au niveau des nations qui comptent. Cela passe par un redéploiement régional, caractérisé par une intensification des échanges culturels et sociaux, voire une nouvelle politique de voisinage. Des efforts sont également déployés vers l'Afrique, la Chine et l'Amérique du Sud. La Turquie se positionne ainsi de plus en plus comme *soft power*. Ce pays est aujourd'hui présenté comme un modèle à suivre pour d'autres pays musulmans et beaucoup de mouvements, en particulier durant les printemps arabes, se sont revendiqués du modèle turc. Cet ouvrage collectif se présente comme une interrogation sur le déploiement stratégique de la Turquie. Son originalité est sans nul doute son angle d'éclairage qui porte sur les nouvelles orientations de la politique extérieure de la Turquie et s'éloigne ainsi des questionnements habituels portant sur la place du pays au sein de l'Alliance atlantique ou sur son adhésion à l'Europe.



@ IRD - Jean-Luc Le Pennec

LE RAPPORT

Turquie, puissance régionale

RIOLS, Y.-M., LA DOCUMENTATION FRANÇAISE, PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, 2012, n° 3047, p. 19-23

L'arrivée au pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) en 2002 a marqué le début d'une nouvelle diplomatie pour la Turquie. Celle-ci renoue avec ses racines profondes, en s'ouvrant de nouveau à ses voisins orientaux. Son envolée économique a donné au pays une nouvelle puissance qui lui confère un peu plus de poids face à l'Union européenne. Les échanges commerciaux se sont relativement réduits avec l'Europe au profit de l'Orient. Les entreprises turques de bâtiment et travaux publics construisent routes, aéroports et hôtels en Asie centrale, au Proche-Orient ainsi que dans les Balkans. Sans pour autant s'éloigner de l'Occident, la Turquie exalte ainsi une nostalgie de l'empire ottoman.

L'ARTICLE

Gouvernance financière en Turquie : la longue marche

IMBERT, A., EPARGNE SANS FRONTIÈRE, TECHNIQUES FINANCIÈRES ET DÉVELOPPEMENT, 2012, n° 107, p. 67-79

A l'heure où le thème de la gouvernance financière mobilise de nombreux pays et où plusieurs d'entre eux, notamment ceux du sud de la Méditerranée, s'interrogent sur la méthode à suivre, l'expérience turque, riche de plus d'une décennie de réformes en la matière, permet de tirer de nombreux enseignements et d'identifier un certain nombre de facteurs-clé de succès. Il apparaît ainsi qu'en l'absence d'aiguillon extérieur, comme cela a été le cas en Turquie, des progrès tangibles en matière de gouvernance financière sont conditionnés à une volonté politique forte d'une part, et à une réelle appropriation par l'ensemble des parties prenantes d'autre part.

A LIRE ÉGALEMENT

Turquie et Union européenne : état des lieux

BONNET, B., BRUYLANT, 2012, 345 p.

Vous êtes un agent de l'AFD,
pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

L'OUVRAGE

Les enjeux du développement local en Afrique ou comment repenser la lutte contre la pauvreté

MATTEUDI, E., L'HARMATTAN, 2012, 200 p.
Cote R3.251

Après la décolonisation, l'Afrique connaît aujourd'hui les mutations économiques, sociales, culturelles et politiques les plus profondes et les plus significatives de son histoire contemporaine. Un des enjeux les plus significatifs de cette période est de miser sur un développement territorialisé, proche des populations et de leurs besoins. Un développement qui fait de la proximité la préoccupation première des décideurs et des développeurs, pour penser de nouvelles formes de gouvernance et de participation de la société civile, mais aussi pour promouvoir une économie centrée sur la valorisation des ressources et des savoir-faire locaux. C'est à ce prix que les politiques de lutte contre la pauvreté pourront enfin bénéficier des leviers adéquats pour faire reculer la misère de manière significative. Ce livre traite ainsi de la manière dont la question territoriale est aujourd'hui prise en compte dans les politiques publiques, et expose aussi les obstacles, pour proposer une approche du développement local qui soit enfin à la hauteur des besoins et des enjeux de cet indispensable « changement de cap ».

A LIRE ÉGALEMENT

L'aide publique au développement : recommandations pour un budget en cohérence avec les ambitions françaises

COORDINATION SUD, 2012, 35 p.

LE RAPPORT

Investing in the Business of Development

KINDERLAY, S. / REILLY-KING, F.,
THE NORTH SOUTH INSTITUTE, 2013, 93 p.
<http://www.nsi-ins.ca/wp-content/uploads/2013/01/2012-The-Business-of-Development.pdf>

La communauté du développement international se tourne de plus en plus vers le secteur privé comme partenaire clé pour l'atteinte de résultats de développement durables. Malgré cette tendance, les politiques d'engagement avec le secteur privé des pays donateurs ont été l'objet de très peu d'analyses comparatives. L'Institut Nord-Sud (INS), en collaboration avec le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI), a publié ce rapport qui recense les thèmes émergents dans les politiques d'engagement avec le secteur privé des pays donateurs. Le rapport compare les approches des donateurs, met en relief d'anciennes et nouvelles hypothèses, et analyse les différents moyens utilisés par les donateurs pour travailler en partenariat avec le secteur privé.



L'ARTICLE

L'UE maintient les budgets de l'aide au développement

EUR ACTIV, 2013
<http://www.euractiv.fr/developpement/ue-maintient-budgets-de-l-aide-au-developpement-18046.html>

Les négociations sur l'aide au développement dans le budget 2014-2020 ont abouti à reconduire le même niveau de dépenses qu'en 2007-2013. L'enveloppe « Europe, acteur global », financera l'action extérieure de l'UE à hauteur de 58, 704 milliards d'euros. Le Fonds européen de développement (FED), réservé aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), sera abondé de 26, 984 milliards d'euros pour les sept prochaines années. Initialement, la Commission préconisait de relever les deux budgets, à hauteur de 70 et de 30,3 milliards d'euros. La réduction des ambitions par rapport à la proposition initiale de l'exécutif européen suscite le mécontentement des professionnels du secteur, ONG et parlementaires.

A LIRE ÉGALEMENT

Propositions de résolutions des crises de la dette

SOUTH CENTRE, 2013, n° 70
http://www.southcentre.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1922%3Asouth-bulletin-south-centre-issue-70-21-january-2013-towards-resolving-the-debt-crises&catid=79%3Asouth-bulletin-reflections-and-foresights&Itemid=106&lang=fr

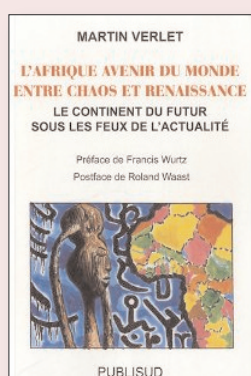
Vous êtes un agent de l'AFD,
pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

L'OUVRAGE

Economie politique de l'Afrique contemporaine **Concepts, analyses, politiques**

JACQUEMOT, P., ARMAND COLIN, 2013, 455 p.
Cote : E3.290

L'Afrique subsaharienne est bien partie ! Force est de constater qu'elle sort de son sous-développement endémique. Son dynamisme, perceptible depuis le début du siècle, est une donnée nouvelle dans l'économie mondiale. Engagée dans la voie de la modernisation, elle le fait à sa manière selon des modalités qui ne ressemblent aucunement à d'autres. Avec son génie de l'hybridation, du mélange des genres et du métissage, elle pourrait bien, pour reprendre une formule de l'auteur, « inventer la démocratie sans la solitude ». Fruit de nombreuses années de recherche, d'enseignement et de pratiques de terrain, cet ouvrage présente une somme des connaissances sur l'économie de l'Afrique subsaharienne, mais aussi sa sociologie, ses caractères culturels, ses pratiques politiques.



A LIRE ÉGALEMENT

L'Afrique, avenir du monde entre chaos et renaissance : le continent du futur sous les feux de l'actualité

VERLET, M., PUBLISUD, 2012, 756 p.
Cote : ZA.136

LE DOSSIER

L'envers de la course aux terres : la course aux investissements étrangers

INTER RESEAUX, 2012, 8 p.
http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/BDS_IDE_Final_mis_en_page_.pdf

La question des acquisitions de terres à grande échelle a été largement débattue et étudiée. Nombre de travaux ont mis en lumière leurs impacts sur les populations, l'environnement et l'économie locale, les motivations des nouveaux investisseurs (approvisionnement alimentaire, spéculation), leur origine, les arrangements obscurs avec les gouvernants africains auxquels ils ont pu conduire. Dans cette synthèse, on souhaite mettre ce phénomène en perspective d'une tendance qui dépasse largement le secteur agricole mais à laquelle celui-ci est généralement soumis, celle de la course aux investissements directs étrangers (IDE). Depuis les années 90, et prenant modèle sur certains pays émergents, de nombreux gouvernants et intervenants en Afrique perçoivent et promeuvent les IDE comme une des principales clefs du développement. Nous cherchons à décrire ici les raisons de ce mouvement de « course aux IDE », certaines de ses manifestations concrètes, et certains doutes et inquiétudes auxquels il donne lieu, en particulier dans le secteur agricole, en nous basant sur plusieurs publications récentes.

L'ARTICLE

Disponible alimentaire et productivité agricole en Afrique subsaharienne

BENOIT-CATTIN, M. / DORIN, B., CAHIERS AGRICULTURES, 2012, n° 20, 10 p.

Cet article s'inscrit dans la lignée des travaux de la prospective Agrimonde sur la situation et les perspectives alimentaires mondiales. Il propose pour 38 pays d'Afrique subsaharienne continentale et Madagascar un diagnostic basé sur des estimations en kilocalories de tous les volumes alimentaires produits, échangés et utilisés entre les années 1961 et 2003. Ces estimations sont couplées avec d'autres (populations, actifs, surfaces) pour, d'abord, décrire les moteurs conduisant les pays à augmenter (ou non) au fil du temps la production alimentaire végétale par habitant. Enfin, l'évolution de la production par habitant est confrontée aux disponibilités alimentaires obtenues après avoir ajouté à la production les importations nettes d'aliments, et défalqué les volumes réduisant cette disponibilité (semences, pertes). Cela permet en particulier d'observer une légère amélioration du disponible par habitant à l'échelle du continent. Mais ce disponible demeure très faible et va de pair avec une dégradation du solde des échanges avec le reste du monde qui, de positif en début de période, devient de plus en plus négatif.



**Au sommaire
du prochain numéro**

- CROISSANCE VERTE
- MEXIQUE

Vous êtes un agent de l'AFD,
pour emprunter un ouvrage, [cliquez ici](#).

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement.

Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD.

Africa confidential ■ African business magazine ■ African review of money finance and banking ■ Afrique agriculture ■ Afrique éducation ■ Aghrymet ■ Bulletin Alter-agri ■ Alternatives économiques ■ Alternatives internationales ■ Arabies ■ Archimède et Léonard ■ Les carnets de l'Aitec ■ Ashgate ■ Assexport ■ Autrepart ■ Aventure au XXème siècle ■ Banque magazine ■ Bois et forêts des tropiques ■ Bulletin de l'Union européenne ■ Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria ■ Bulletin du club du Sahel ■ Bulletin du Conseil général du Gref ■ Bulletin du Fmi ■ Bulletin du Parlement européen ■ Bulletin économie solidaire Ires ■ Bulletin Medcoop ■ Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse ■ Bulletin Objectif Terre ■ Bulletin officiel de la Banque de France ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) ■ Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) ■ Bulletin tropical Cahiers/agriculture ■ Les Cahiers de l'Ifri ■ Les Cahiers de l'Outre-mer ■ Les Cahiers d'études et de recherches francophones ■ Cambridge Journal of Economics ■ Choix ■ La chronique Amnesty International ■ Commerce international du bois ■ Le Courrier de la planète ■ Le Courrier des Pays de l'est ■ Le Courrier du maire ■ Critique internationale ■ Déchets, sciences et technique ■ Diagoflash ■ Dialogue ■ Eau potable ■ Ecoliers du monde ■ Economia ■ Economica ■ Economie et humanisme ■ Economie et prévision ■ Economie et sociétés ■ Economie et statistique ■ Economie internationale ■ L'Economie politique ■ Economie rurale ■ Energie plus environnement et techniques ■ L'Environnement magazine, décision environnement ■ Revue études ■ Les études de la Dgcid ■ Etudes foncières ■ L'Expansion Management Review ■ Eyrolles ■ Faim et développement magazine ■ Far Eastern Economic Review ■ Finances et développement ■ Bulletin d'information forêt méditerranéenne ■ Forum du commerce international ■ Fraternelle ■ Fruitrop ■ Gafi - bulletin d'informations ■ Géopolitique ■ Gérer et comprendre - annales des mines ■ Grain de sel ■ Gret ■ L'Harmattan ■ Health Policy and Planning ■ Hérodote ■ Hommes & migrations ■ Hydro plus magazine ■ Industry and Environment ■ Infosuma ■ Insee première ■ International Rubber Digest ■ IRD ■ Journal des Communautés européennes ■ Journal of African Economies ■ Journal of Microfinance ■ Khartala ■ Lettre Africa Energy Intelligence ■ Lettre d'information de l'Adea ■ Lettre d'information de l'Eadi ■ Lettre de conjoncture Bnp Paribas ■ Lettre de la profession bancaire ■ Lettre de l'Atibt ■ Lettre de l'Isted ■ Lettre de l'Océan indien ■ Lettre de Profession politique ■ Lettre de transparence ■ Lettre du blanchi-

ment ■ Lettre du Cean ■ Lettre du Cepii ■ Lettre du Sahel ■ Lettre Gereso ■ Lettre mensuelle d'Equilibre et populations ■ Lettre mensuelle leom ■ Lettre mensuelle ledom ■ Liaisons énergies francophonie ■ Litec ■ Maghreb sélection ■ Marchés des céréales ■ Marchés du riz ■ Le Marin ■ Middle East Economic Digest ■ Mining journal ■ Le Moci ■ Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment ■ Nord- Sud Export ■ Les Notes bleues de Bercy ■ Note de conjoncture de l'Insee ■ Notes et études documentaires ■ Notes rapides de l'aurif ■ Les Nouvelles calédoniennes ■ Les Nouvelles d'Addis ■ Nouvelles de l'Uit ■ Nouvelles du sud ■ Nouvelles économiques et financières de Tunisie ■ Les Nouvelles de l'Office international de l'eau ■ L'Observateur de l'Ocde ■ Observations et diagnostics économiques ■ Ocde ■ Oil World ■ Option finance ■ Péninsule ■ Perspectives de l'alimentation Fao ■ Perspectives économiques de l'Ocde ■ Pétrole & gaz informations ■ Peuples en marche ■ Politique africaine ■ Politique étrangère ■ Problèmes économiques ■ Repères émergents ■ Revue Cambodge actualités ■ Revue d'économie du développement ■ Revue d'économie financière ■ Revue d'économie industrielle ■ Revue d'économie politique ■ Revue de la stabilité financière ■ Revue des concessions et délégations de service public ■ Revue des transports urbains ■ Revue des questions humanitaires ■ Revue du Trésor ■ Revue économique et sociale ■ Revue humanitaire ■ Revue Tiers monde ■ Rice Situation and Outlook Report ■ Santé et travail ■ Savings and Development Sciences ■ Journal sécheresse ■ Small Enterprise Development Journal ■ Sociétal ■ Sugar and sweetener ■ yfia international ■ Systèmes solaires ■ Techniques financières et développement ■ Techniques culturelles simplifiées ■ Transports urbains ■ Transport international Urbanisme ■ Vietnam Investment Review ■ Villes en développement ■ Vivre autrement ■ World Bank Economic Review ■ World Bank Research Observer ■ World Development ■ World Economic and Financial Surveys ■ World Economic Outlook.

Directeur de la publication : DOV ZERAH

Responsable de la rédaction : PHILIPPE CABIN

Coordination : CHANTAL SARALLIER

Réalisation : HADJ LAKHAL, RÉGINE RENNESSON, CHANTAL SARALLIER

Graphisme : F. TUAL / FERRARI CORPORATE

Saisie/mise en page : MARCELLE LARNICOL

ISSN 1639-044X

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43